

JEAN-PIERRE ALLEGRET – PASCAL LE MERRER – DENİZ ÜNAL

Économie de la mondialisation

Une reconfiguration en marche

Préface de François Bourguignon

Ouvertures
économiques



deboeck **B**
SUPÉRIEUR

Ouvertures Économiques

JEAN-PIERRE ALLEGRET – PASCAL LE MERRER – DENIZ UNAL

Économie de la mondialisation

Une reconfiguration en marche

Préface de François Bourguignon

Pour toute information sur notre fonds et les nouveautés dans votre domaine de spécialisation, consultez notre site web : **www.deboecksuperieur.com**

Illustration de couverture: © dimakostrov – stock.adobe.com

© De Boeck Supérieur s.a., 2020
Rue du Bosquet, 7 – B1348 Louvain-la-Neuve

Tous droits réservés pour tous pays.

Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent ouvrage, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit.

Dépôt légal:

Bibliothèque nationale, Paris: septembre 2020

Bibliothèque royale de Belgique, Bruxelles: 2020/13647/100

ISSN 2030-2061

ISBN 978-2-8073-2843-3

SOMMAIRE

Sommaire	V
Préface	VII
Introduction	1
CHAPITRE 1	
Sur la piste des mondialisations	11
CHAPITRE 2	
L'intégration financière internationale : une mise en perspective historique	57
CHAPITRE 3	
Renouveler les analyses de la division internationale du travail	83
CHAPITRE 4	
Une mondialisation financière procyclique	147
CHAPITRE 5	
Une gouvernance globale en voie de fragmentation	205
CHAPITRE 6	
Répondre aux dangers de « l'hypermondialisation »	259
 Conclusion	 309
Index	311
Table des matières	315

PRÉFACE

Économie de la mondialisation paraît alors que l'insatisfaction croît vis-à-vis des effets que cette transformation radicale de l'économie mondiale exerce sur les économies nationales depuis maintenant plusieurs décennies. Paradoxalement, les critiques deviennent plus vives à un moment où, justement, la mondialisation, entendue comme la progression du commerce international marque le pas sur la production mondiale. Les brèves réflexions qui suivent sur cette rupture de trend et ce décalage par rapport au débat public sont destinées à mettre d'emblée le lecteur face à certains enjeux fondamentaux du phénomène de la mondialisation.

La dynamique de la mondialisation sur les cinquante dernières années se résume en trois chiffres. Un pays échangeait en moyenne 14 % de sa production nationale avec le reste du monde en 1970. Ce chiffre était passé à 20 % en 1990, puis à 30 % à la veille de la crise de 2008. Dix ans plus tard, il n'a pas changé.

Quatre facteurs sont susceptibles d'expliquer cette interruption et peut-être un reflux futur. En premier lieu, l'accélération observée depuis 1990 reflétait dans une large mesure l'ouverture progressive de l'économie chinoise. Pratiquement insignifiantes il y a trente ans, les exportations en provenance de Chine en sont arrivées à représenter 11 % du commerce mondial, en partie, d'ailleurs, avec l'aide initiale des multinationales américaines attirées par cette gigantesque réserve de main-d'œuvre bon marché. Une fois parvenue à un niveau relatif compatible avec sa stratégie de développement à long terme, il était inévitable que les exportations chinoises ralentissent, pesant ainsi sur la croissance du commerce mondial.

Le deuxième facteur est géopolitique. À ce stade, compte tenu de sa taille et de sa formidable croissance, la Chine n'est plus un pays où délocaliser la production de biens à forte intensité de travail. Elle est devenue une puissance économique qui ambitionne ouvertement de concurrencer le monopole de super-puissance mondiale dont jouissent les États-Unis depuis l'écroulement de l'Union soviétique. En témoigne son vaste programme de coopération internationale intitulé « Les nouvelles routes de la soie » qui lui permettrait d'occuper une place centrale dans l'économie mondiale, ou encore son objectif affiché de devenir leader mondial dans l'innovation numérique. Les États-Unis, superpuissance en titre, ne pouvaient rester passifs et laisser la vague de mondialisation continuer de renforcer leur challenger.

Même s'il montrait d'évidentes faiblesses, le multilatéralisme – en l'occurrence l'Organisation mondiale du commerce – paraissait apte à arbitrer ce duel à fleuret moucheté

qui s'engageait entre les deux puissances. C'était sans compter avec le risque populiste aux États-Unis, troisième facteur de rupture. Donald Trump est élu, de justesse, en 2016 sur la base d'une campagne essentiellement nationaliste (« make America great again »), exploitant le mal-être d'une partie de la population qui a perdu, possiblement du fait de la mondialisation, ses repères économiques et sociaux, et dont le pouvoir d'achat stagne depuis 30 ou 40 ans malgré la prospérité nationale. En vertu de sa promesse électorale, en fait bien illusoire, de ramener ces « jobs » confisqués par la mondialisation, il inverse immédiatement les rapports des États-Unis avec le reste du monde avec un ensemble de mesures ouvertement protectionnistes, le déclenchement d'un conflit commercial avec la Chine et le retrait des États-Unis de plusieurs de leurs engagements multilatéraux.

Ce facteur populiste repose sur l'aspect jugé le plus négatif de la mondialisation, soit l'augmentation des inégalités qu'elle aurait entraînée et la précarisation d'une partie de la population sur le marché du travail. Le vote du Brexit au Royaume-Uni et les mots d'ordre des partis populistes européens montrent que cette critique est loin d'être propre aux États-Unis. Il importe cependant de souligner que, sur ce point, l'opinion publique dominante paraît décalée par rapport à la réalité. En effet, les études existantes sur la montée des inégalités aux États-Unis et dans plusieurs pays européens n'accordent qu'un rôle explicatif limité à la mondialisation, et plutôt à travers les revenus du capital que ceux du travail. Les changements technologiques liés à la révolution numérique paraissent plus importants que la mondialisation, bien qu'il soit parfois difficile de distinguer les deux effets – la délocalisation de services comptables des banques européennes en Inde relève-t-elle de la mondialisation ou de l'Internet ?

Le quatrième facteur susceptible de faire refluer, à plus ou moins brève échéance, la mondialisation, vue sous le seul angle des échanges de marchandises, est justement le progrès technique. Plusieurs cas de « relocalisation » d'industries ont été observés récemment dans les économies avancées, tous basés sur le remplacement d'une main-d'œuvre étrangère bon marché par l'automatisation des processus de production sur les territoires nationaux et, par conséquent, le rapprochement géographique de la production et du marché. Les problèmes d'emploi, de salaires et d'inégalité n'en seront pas nécessairement résolus, mais la structure de l'économie mondiale, tout au moins en ce qui concerne la production de marchandises, s'en trouvera modifiée. La mondialisation, définie comme l'imbrication de plus en plus étroite des économies nationales, ne se ralentira pas pour autant. Elle changera de forme, même si celle-ci est difficile à imaginer aujourd'hui.

Pour Bill Clinton, la mondialisation était une « force naturelle, comme le vent ou l'eau », tandis que Pascal Lamy, qui présida l'Organisation mondiale du commerce, la décrivait comme « incroyablement efficace et incroyablement injuste ». Ces deux citations résument bien la situation. Il y a quelque chose d'irréversible et de formidablement efficace dans ce processus qui, en somme, essaie de construire le monde comme se sont construits, jadis, les pays, c'est-à-dire en exploitant les complémentarités et

en développant la coopération entre régions. Il y a aussi de l'injustice, car ses gains, substantiels, sont très inégalement répartis entre pays comme en leur sein. Il y a aussi du danger si l'économie de la mondialisation fait oublier les contraintes mondiales de rareté des ressources et d'environnement.

Comment amplifier ses avantages en minimisant ses coûts ? Comment rendre la mondialisation durable et inclusive ? L'impressionnante synthèse de la volumineuse littérature existante sur la mondialisation proposée par J-P Allégret et P. Le Merrer avec la collaboration de Deniz Ünal permet de prendre la mesure de ces questions centrales de notre époque, d'en comprendre les tenants et les aboutissants et de dépasser les termes d'un débat public trop souvent réducteur et biaisé, dans un sens ou un autre. Puisse-t-elle contribuer à sa clarification !

François Bourguignon
Chair émérite, École d'économie de Paris

« Nothing in laissez-faire guarantees that growth will be equitable or globalization sustainable. The markets that we have inherited from the past are likely not those that we would intentionally craft. We need to design policies and institutions that make inclusive prosperity possible and globalization sustainable – politically and economically¹ »

1. Rodrik D., Naidu S., Zucman G. (2020), « Economics After Neoliberalism: Introducing the EfIP Project », AEA Papers and Proceedings.

INTRODUCTION¹

La mondialisation est une réalité de nos économies contemporaines qui fait l'objet de nombreuses controverses. Parmi les économistes, l'un des critiques les plus virulents des excès de la mondialisation est Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie. Pourtant il voit aussi les impasses du repli derrière les frontières : « Bien que la mondialisation, et tout particulièrement la libération mal gérée des échanges internationaux, ait contribué à la désindustrialisation, au chômage et à l'inégalité, les mesures protectionnistes de Donald Trump ne résoudront aucun des problèmes². »

Cet ouvrage offre une vision d'ensemble du processus de mondialisation économique et des débats qu'il suscite. Commençons par quelques précisions de vocabulaire. Dans le dictionnaire multilingue du Fonds monétaire international (FMI), « mondialisation » se traduit en anglais par *globalization*. « *'Globalization' – defined as worldwide interdependence through trade in goods, services, and assets as well as the flow of people, information, and ideas –*³. »

Le terme va connaître un succès médiatique évident à partir des années 1990 (par exemple, le livre de Robert Reich, secrétaire d'État au travail sous le premier mandat de Bill Clinton, *The Work of Nations*, paru en 1991, sera publié en français sous le titre *L'économie mondialisée*). Il sera rapidement adopté par les hommes politiques qui s'inquiètent du déclin des États face aux firmes multinationales ; par les spécialistes des relations internationales qui identifient un nouveau pouvoir économique et de nouvelles tensions ; par les syndicalistes qui y voient la manifestation de l'opposition entre capital et travail... Curieusement, les économistes sont restés assez longtemps réticents à l'idée d'une analyse économique spécifique de ce phénomène, pensant qu'il y avait, dans l'arsenal des théories du commerce international et de la finance, suffisamment d'outils pour interpréter les changements observés dans une économie qui se mondialise.

Depuis une quinzaine d'années, la situation a changé : les travaux théoriques se sont multipliés⁴, de nouvelles données statistiques sont disponibles⁵, et de nombreux ouvrages portant aussi bien sur le bilan⁶ que sur le devenir⁷ de la mondialisation sont publiés.

1. Les ouvrages et les rapports sont référencés dans la bibliographie en fin de cet ouvrage. Les références relatives aux articles et documents de travail sont incluses dans les notes de bas de page.

2. Stiglitz J. (2019), p. 122.

3. Catão L. et Obstfeld M. (2019), p. 1.

4. Michie J. (dir.), (2019) ; Gopinath G., Helpman E., Rogoff K., (dir.) (2014).

5. Voir par exemple : OCDE (2010) ; CNUCED (2019) ; OMC (2019c) ; la BRI pour les statistiques financières internationales.

6. Canas P. et Schwengler B. (2019).

7. Baldwin R. E. (2019).

Précisons que la notion de mondialisation en économie est souvent associée à un autre terme avec l'idée d'une interaction qui serait à identifier. On aura par exemple mondialisation et financiarisation, et développement, et innovation, et inégalités, et migrations, et emploi, et spécialisation, et localisation des activités, et gouvernance, et inégalités, et démocratie...

1 LA MONDIALISATION EN QUESTION

1.1 *A-t-elle produit les effets attendus ?*

Depuis les auteurs classiques, les économistes considèrent que l'augmentation du revenu par tête dans une économie dépend de sa capacité à générer des gains de productivité. À l'instar d'Adam Smith, deux processus ont particulièrement retenu l'attention des théoriciens : la croissance issue de l'accumulation des facteurs de production et de la capacité à entraîner du progrès technique, d'une part, et l'ouverture à l'échange international, d'autre part. Les conditions de réalisation des deux processus diffèrent sensiblement. La dynamique de croissance relève d'une alchimie complexe ; elle suppose une combinaison subtile des incitations fondées sur le fonctionnement des marchés plus ou moins concurrentiels et des politiques publiques efficaces favorisant l'intégration des effets externes pour déclencher des innovations. Quant à l'ouverture au commerce international, celle-ci pourrait suppléer le progrès technique si les pays se spécialisent selon leurs avantages comparatifs de manière à diminuer leurs coûts de production (les pays sont ici réduits à des blocs de facteurs de production).

L'analyse ricardienne du commerce international reste la clef de voûte de la théorie économique dans ce domaine. L'ouverture des marchés génère une pression concurrentielle qui est à l'origine d'une déformation de la structure des prix relatifs. Celle-ci incite les producteurs dans chaque pays à réorienter leurs activités vers les secteurs les plus rentables. Il en résulte une réaffectation sectorielle des facteurs de production qui va permettre une augmentation de leur productivité sans qu'il soit nécessaire d'introduire le progrès technique⁸ (les économistes diront que l'on peut atteindre une frontière des possibilités de production plus élevée grâce à l'échange et à la spécialisation). Évidemment, comme avec la croissance économique, ces changements dans l'utilisation des facteurs ont des conséquences sur leur rémunération relative qui se traduisent par des effets de répartition. Apparaissent des perdants et des gagnants, mais comme les gains sont censés être supérieurs aux pertes, il suffit de compenser les perdants.

La mondialisation dessine le stade supérieur de l'ouverture des économies. Les échanges ne se cantonnent plus aux biens et services, les facteurs de production circulent aussi entre les pays. Pour nombre d'économistes, il y avait là une opportunité historique d'accélérer la croissance dans les économies émergentes tout en renforçant la prospérité

8. Il ne faut pas déduire de ces remarques l'absence de liens entre commerce international et progrès technique. L'ouverture peut favoriser la diffusion des innovations et inciter les pays à se rapprocher de la frontière technologique.

dans les économies occidentales. Les performances des économies asiatiques semblaient apporter une confirmation factuelle à cette analyse. Toutefois, à partir du milieu des années 1990, apparurent des signaux négatifs, comme le creusement des déséquilibres commerciaux ou les destructions d'emplois dans les économies occidentales qui se sont accompagnées du déclassement d'une partie des classes moyennes⁹.

Progressivement, les économistes qui avaient sous-estimé les tensions provoquées par la mondialisation s'interrogèrent sur les causes de leurs erreurs. Ainsi Paul Krugman, prix Nobel d'économie, examinant ce qui a pu être négligé¹⁰, désigne « l'hypermondialisation » comme responsable des tensions qui sont apparues.

Toutefois, l'accroissement très rapide de la part des économies émergentes dans le total des exportations mondiales de produits manufacturés (idée d'un phénomène transitoire) ne doit pas faire oublier une réalité plus durable. En effet, la mondialisation, comme la croissance, s'appuie sur une combinaison délicate entre les incitations générées par l'ouverture des marchés et la construction de politiques publiques qui visent à corriger les effets de répartition et à construire de nouvelles règles du jeu afin d'atténuer les défaillances des marchés. Ce rôle des politiques publiques contient toute l'ambiguïté des politiques commerciales qui se négocient dans le cadre des instances internationales : l'objectif n'est plus simplement de réaliser le libre-échange (avec des marchés imparfaits et incomplets), mais aussi de soumettre les politiques publiques domestiques à des discussions qui chercheraient à fixer des règles de jeu en obligeant les États et les instances internationales à innover pour construire des politiques qui améliorent la gouvernance des économies. La mondialisation conduit à une interpénétration croissante entre espace international et espace des souverainetés nationales.

1.2 Quelle intégration des économies ?

Dans un article de 1998, Feenstra¹¹ articule des niveaux d'analyse macro et micro-économique pour décrire la mondialisation comme un phénomène original d'intégration internationale des marchés combiné à une dynamique de désintégration des processus nationaux de production. En effet, les entreprises s'organisent autour d'une fragmentation planétaire des processus productifs.

Dans un contexte où les nouvelles technologies permettent une gestion de plus en plus fine de la chaîne de valeur, l'intensification de la concurrence entre les firmes à l'échelle internationale conduit à de nouvelles stratégies d'externalisation et de localisation ; en particulier pour les activités en amont et en aval de la production. Il est alors judicieux d'analyser la spécialisation internationale induite par les multinationales en matière de

9. La Conférence de Paris 2019 : « Making Globalisation Inclusive and Sustainable: An Urgency » est un exemple de prise de conscience des tensions à surmonter.

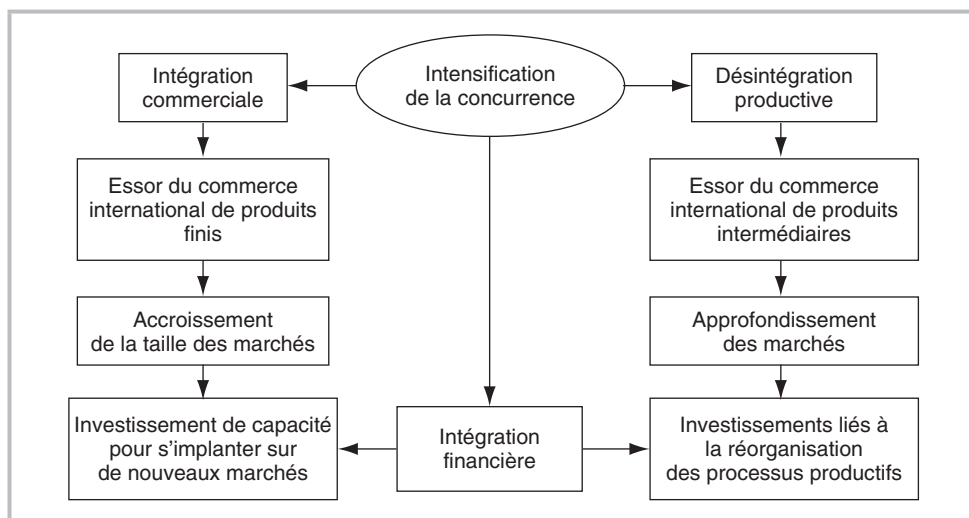
10. Krugman P. (2019), « Globalization : what did we miss? », in Catão L. et Obstfeld M., (dir.) (2019), pp. 113-120.

11. Feenstra R. (1998), « Integration of trade and disintegration of production in the global economy », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 12, n° 4, pp. 31-50.

localisation des fonctions sans se limiter à la localisation des activités de production, car la gestion fine du processus de production consiste à rechercher en permanence les avantages liés à des différences de coûts, à l'accès aux différentes ressources (d'où l'importance des effets d'agglomération), aux avantages logistiques, à la proximité des marchés...

Depuis les années 1990, certains économistes (à l'instar de Helpman, Grossman, Krugman, Venables, Baldwin ou Antràs) analysent la fragmentation internationale des processus productifs en distinguant les stratégies verticales et horizontales des activités des multinationales. Ceci révèle la complexité organisationnelle de ces firmes qui externalisent une part croissante de leur production, développent des plateformes d'exportation, recherchent les effets d'agglomération... Le graphique 1 illustre cette nouvelle phase d'organisation productive qui caractérise la mondialisation. Toutefois, des interrogations apparaissent avec les signes d'un certain essoufflement de la dynamique des chaînes de valeur mondiales. Faut-il y voir le début d'un mouvement de démondialisation, ou une simple étape de consolidation, ou plutôt un problème de mesure statistique ?

Si la mondialisation financière est partie prenante de cette nouvelle géographie des échanges et de la production, il convient de ne pas perdre de vue qu'elle possède une capacité d'autonomie certaine. Comme nous le soulignerons dans cet ouvrage, l'interconnexion des pays par la finance mondialisée a atteint un degré beaucoup plus élevé que l'intégration par les marchés de biens et de services ou que celle par la production. Il existe à présent des segments de marchés – tels les produits dérivés ou les transactions sur les marchés des changes – dont l'expansion a peu de rapport avec ce qu'il est convenu d'appeler la sphère réelle.



GRAPHIQUE 1

Vers une nouvelle économie des échanges

2 LA MONDIALISATION N'EST PAS UN PHÉNOMÈNE NOUVEAU

« Pendant des milliers d'années, la mondialisation a progressé du fait des voyages, du commerce, des migrations, de l'expansion des cultures, de la propagation du savoir et des découvertes (y compris dans la science et la technologie). Les influences ont joué dans diverses directions. Ainsi, vers la fin du millénaire qui vient de s'achever, le mouvement s'est en grande partie opéré à partir de l'Occident, mais à ses débuts (aux environs de l'an 1000), l'Europe s'imprégnait de la science et de la technologie chinoises, des mathématiques indiennes et arabes. Il existe un héritage mondial de l'interaction, et les mouvements contemporains s'inscrivent dans cette histoire¹². »

Si le processus n'est pas inédit, c'est le terme, en particulier dans sa version anglaise (*globalization*), qui désigne un phénomène nouveau : celui de la dernière vague d'internationalisation qui marque la fin du xx^e siècle et le début du xxi^e¹³. Le processus n'étant pas nouveau, il est légitime de se demander quand commence la mondialisation, s'il existe plusieurs mondialisations et, dans l'affirmative, quelles sont leurs différences.

Des auteurs comme Norel (2004), Bénichi (2003), Cohen (2004), Rodrik (2011) ou Baldwin (2012b), qui comparent les différentes vagues de mondialisation, observent que la vague du xix^e siècle est d'une ampleur équivalente à celle que nous traversons aujourd'hui quand on se réfère à la révolution des communications, aux flux migratoires et aux mouvements de capitaux.

Si les mondialisations du xix^e et du xx^e siècles sont comparables par leur ampleur, elles se différencient par les processus d'intégration à l'œuvre : la première se caractérise par l'intensification des relations économiques internationales et l'extension des marchés à l'échelle de la planète dans le cadre d'une « croissance moderne » centrée sur l'Europe et le Nouveau Monde (Amérique du Nord, Australie, Nouvelle-Zélande) ; la seconde est marquée par la fragmentation des processus de production qui stimule l'industrialisation de l'Asie (pendant la première mondialisation, l'Asie – hors Japon – avait connu une désindustrialisation), mais aussi par l'effacement relatif des frontières et la perte d'autonomie de la décision politique. De nouvelles réflexions sont induites par ces dimensions inédites de l'intégration des économies dans un contexte marqué par la multiplication des tensions et la recherche de nouvelles formes de régulation des relations économiques internationales.

3 LA MONDIALISATION ACTUELLE

On peut distinguer quatre phases dans la dynamique de mondialisation actuelle¹⁴. La première peut être datée approximativement de la fin des années 1970 à la récession

12. Amartya Sen, « Dix vérités sur la mondialisation », *Le Monde*, 18 juillet 2001.

13. Colander D. (2002), « Globalization and economics », *Middlebury College Economics Discussion Paper*, n° 02-35, juillet.

14. Pour une présentation des caractéristiques macro et micro de la mondialisation : OCDE (2005).

industrielle mondiale de 2000-2001. La seconde est à l'œuvre jusqu'à la crise internationale qui éclate en 2007-2008. Elle est suivie d'une période de consolidation du commerce mondial qui semble avoir pris fin en 2018, alors que s'esquisse une nouvelle ère, celle de la mondialisation dominée par la circulation des technologies plus que par celle des biens.

La première phase se caractérise par l'extension de l'économie de marché (Europe de l'Est, URSS, Chine), par une ouverture commerciale croissante, notamment des pays en développement et une intégration financière. Elle a pour corollaire un affaiblissement relatif de l'emprise des États sur le devenir de leurs économies. Le bilan d'étape est positif. En dépit des contraintes d'adaptation, la division du travail stimulée par l'ouverture des marchés apparaît comme un facteur de prospérité.

La seconde période est dominée par l'expansion accélérée des pays émergents, avec en particulier la Chine et l'Inde qui imposent de nouvelles concurrences et développent de nouvelles interdépendances financières en accumulant des réserves de change, remboursant leur dette souveraine et internationalisant leurs marchés financiers. Ces pays sont à l'origine de nouvelles firmes multinationales qui foisonnent à l'occasion du jeu des fusions et acquisitions. Ces firmes apparaissent particulièrement efficaces dans l'assimilation des nouvelles technologies tout en étant très compétitives. On assiste donc à un durcissement de la concurrence internationale avec la disparition de la division internationale du travail à l'ancienne ; les pays émergents sont présents sur une grande variété de produits et de services. L'Europe cherche la réponse adaptée en repensant ses spécialisations. La finance n'échappe pas à cette nouvelle concurrence, même si l'Occident conserve à ce jour un avantage relatif dans ce domaine, on voit de nouveaux acteurs financiers issus des pays émergents s'imposer à l'échelle mondiale.

C'est d'ailleurs par la crise qui éclate en 2007-2008 dans la sphère financière que démarre la troisième phase de la mondialisation actuelle, où le rythme de croissance des échanges se ralentit. C'est une période d'interrogations multiples : est-ce que le ralentissement des échanges est de nature cyclique ou structurel, quel peut être l'ampleur de l'inflexion dans l'organisation des chaînes de valeur mondiales, vait-on vers une contraction durable des investissements directs étrangers, quelle est la capacité des émergents à échapper aux phénomènes de désindustrialisation précoce... Elle est aussi celle d'une prise de conscience des tensions consécutives à l'accroissement des inégalités à l'intérieur des économies, à la multiplication des catastrophes climatiques et sanitaires¹⁵, à la propagation du terrorisme¹⁶, à l'accroissement des risques sanitaires¹⁷.

15. Voir notre dossier : « COVID-19 : quels impacts économiques ? » : www.touteconomie.org/epidemie

16. Bandyopadhyay S., Sandler T. et Younas J. (2015), « Le prix du terrorisme », *Finances & Développement*, vol. 52, n° 2, juin.

17. FMI (2014), « Comment améliorer la santé dans le monde », *Finances & Développement*, vol. 51, n° 4, décembre.

TABEAU 1

La répartition géographique des exportations mondiales de biens et de services (Monde = 100)

	1967	1977	1987	1997	2007	2017
Amérique	25,4	19,7	19,4	22,0	17,2	17,2
ALENA	20,1	15,1	15,7	18,7	13,4	13,7
<i>Canada</i>	4,7	3,4	3,5	3,6	2,7	2,1
<i>États-Unis</i>	14,5	11,1	11,0	13,2	9,0	9,5
<i>Mexique</i>	0,9	0,6	1,2	1,9	1,7	2,1
Argentine	0,7	0,5	0,3	0,5	0,4	0,3
Brésil	0,7	1,0	0,9	0,9	1,1	1,2
Europe	51,1	48,3	50,6	44,3	44,3	39,7
UE-28	47,7	45,4	47,0	41,1	40,7	36,0
<i>Allemagne</i>	11,0	12,2	11,8	8,7	9,1	7,9
<i>France</i>	5,7	6,2	6,3	5,4	4,3	3,6
<i>Italie</i>	4,2	4,0	4,8	4,4	3,6	2,7
<i>Royaume-Uni</i>	6,7	5,7	6,1	5,8	4,5	3,6
Turquie	0,2	0,2	0,5	0,7	0,8	0,9
CEI	3,2	2,7	2,3	2,2	3,7	3,1
Russie	2,1	2,1	1,9	1,6	2,6	2,1
Afrique du Nord	1,6	1,7	1,1	0,9	1,2	0,8
Afrique subsaharienne	3,6	3,4	2,0	1,5	1,8	1,7
Afrique du Sud	1,4	1,0	0,8	0,6	0,6	0,6
Proche et Moyen-Orient	3,4	8,7	4,1	3,3	4,6	4,8
Arabie saoudite	0,7	3,3	1,6	1,5	1,8	1,8
Asie-Océanie	11,3	14,8	19,5	24,6	26,5	32,1
Chine	0,7	0,5	1,2	3,8	8,2	11,2
Corée du Sud	0,2	0,9	1,8	2,4	2,6	3,0
Japon	4,5	6,9	8,4	7,2	4,9	4,0
Indonésie	0,3	0,8	0,6	0,9	0,8	0,9
Inde	0,7	0,5	0,4	0,6	0,9	1,3
Australie	1,5	1,2	1,0	1,2	1,1	1,3
Total émergents et en développement	21,4	25,7	19,0	22,4	31,2	35,3

Source : CEPII, base de données CHELEM-Commerce international-Balance des paiements.

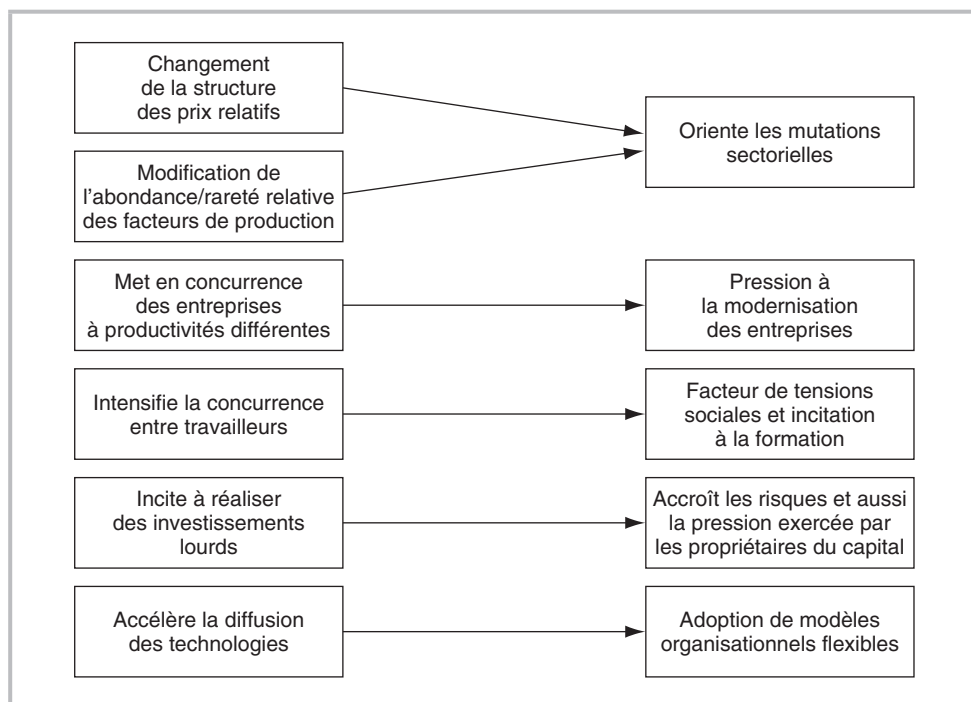
Enfin, aujourd'hui, nous sommes à l'aube d'une nouvelle phase de la mondialisation dont la pandémie Covid-19 a précisé les contours. Elle s'appuie sur la digitalisation des échanges¹⁸ avec des flux qui ont un contenu technologique de plus en plus important. L'objectif des firmes qui dominent dans leurs secteurs respectifs les échanges mondiaux dépasse la logique des avantages comparatifs des pays. Elles cherchent à tirer le meilleur parti du savoir-faire spécifique qu'elles contrôlent. La segmentation des chaînes de valeur, avec les flux de marchandises, de services, de capitaux qu'elle génère, permet de renforcer la domination qu'elles exercent en protégeant leur position mondiale. Cette nouvelle étape, souvent qualifiée de globalisation 4.0, nécessite d'adapter les stratégies des États et des institutions internationales (comme l'OMC) à une économie mondialisée où se développent l'e-commerce, la technologie de la blockchain, l'intelligence artificielle, les échanges de : « *cross-border data* », les crises environnementales et les risques systémiques pour la finance mondiale.

Dans ce nouveau monde qui émerge, les flux économiques ne sont plus organisés autour des seules économies avancées. On assiste à une reconfiguration progressive de la hiérarchie entre les économies au profit des pays émergents avec la Chine en figure de proue. Le tableau 1, qui présente la répartition géographique des exportations mondiales à cinquante ans d'intervalle, illustre cette mutation. En 1967, la triade des pôles avancés composée de l'Europe, de l'Amérique du Nord et du Japon se partageait 76 % des exportations de biens et de services dans le monde. En 2017, la Chine est au premier rang, devant les États-Unis, alors qu'elle ne réalisait que 1,2 % des exportations mondiales en 1987. Toutefois, si on se limite au seul secteur de services, la triade des pôles avancés représente 70 % des exportations mondiales en 2017. Une nouvelle concurrence s'impose, celle des flux internationaux de nouvelles technologies.

Des influences multilatérales s'affirment : prix, taux d'intérêt, productions ou investissements sont de plus en plus tributaires des économies émergentes. *A priori*, c'est une bonne nouvelle. Avec cette étape de la mondialisation, le développement touche tous les continents, mais de manière très inégale, comme en témoigne la faible part de l'Afrique dans les exportations mondiales.

Ces interdépendances, qui sont à la fois des contraintes, des risques, des sources de tensions supplémentaires, pourraient aussi présenter des opportunités, si des gouvernances économiques régionales et mondiale, s'articulant avec la souveraineté économique des États, pouvaient se mettre en place. La difficulté est d'identifier clairement les différents vecteurs par lesquels la mondialisation génère des changements rapides dans les économies (graphique 2) pour engager des actions qui faciliteront les adaptations nécessaires et anticiperont les tensions à maîtriser.

18. OECD-WTO-IMF (2019).



GRAPHIQUE 2

Par quels vecteurs la mondialisation influence-t-elle la transformation des économies ?

4 PRÉSENTATION DE L'OUVRAGE

Cet ouvrage propose un état des lieux de l'analyse économique de la mondialisation. Les principaux mouvements à l'œuvre sont d'abord décrits et analysés à l'aide de statistiques en privilégiant une approche historique. Le chapitre 1 compare la mondialisation au XIX^e siècle et celle d'aujourd'hui en s'intéressant à l'intégration commerciale, aux flux migratoires et à la multinationalisation des firmes. Le chapitre 2 analyse la mondialisation des mouvements financiers. S'il est souligné que celle-ci était à bien des égards plus importante au XIX^e siècle, il n'en demeure pas moins que la globalisation financière contemporaine revêt des caractéristiques très spécifiques qui lui donnent un caractère inédit.

Un deuxième temps de l'ouvrage introduit les principaux débats liés à la mondialisation contemporaine. On privilégie ici une approche économique en essayant de montrer comment les outils de l'analyse économique apportent des éléments de réflexion et de réponse à des questions telles que les inégalités, la gouvernance ou les crises financières. Le chapitre 3 examine les apports des théories du commerce international

pour interpréter les enjeux de la nouvelle division internationale du travail qui se met en place. Le chapitre 4 analyse l'instabilité financière telle qu'elle se manifeste avec la mondialisation. On observe en effet depuis les années 1980 une multiplication de crises financières qui ont affecté tant les pays avancés que les marchés émergents. Dans quelle mesure ces crises sont-elles nouvelles ? Peut-on parler d'une spécificité des crises de la mondialisation ? À partir d'une analyse à la fois empirique et théorique, quelques éléments de réponse sont apportés. On souligne que la caractéristique principale de la mondialisation financière est d'être procyclique. Elle génère en ce sens de l'instabilité systémique. Ces crises interrogent aussi sur les gains en matière de bien-être issus de l'intégration financière internationale. Elles suggèrent surtout que les marchés ont de nombreuses imperfections souvent ignorées ou minimisées par les partisans d'une ouverture financière accélérée.

Les tensions commerciales et financières mondiales appellent une nécessaire régulation. Or, une caractéristique importante de la mondialisation contemporaine est l'émergence d'une régulation complexe qui met en interaction des acteurs privés et publics. Le chapitre 5 est consacré à cette question. L'analyse de la notion de gouvernance mondiale permet de souligner la différence de fond qui existe entre des économies nationales, qui restent fragmentées par le principe de la souveraineté nationale, et des flux internationaux qui tendent à intégrer toujours davantage les espaces domestiques. Ce chapitre aborde aussi l'émergence d'une gouvernance transnationale fondée sur d'intenses interactions entre acteurs étatiques et non étatiques. Il s'interroge aussi sur le devenir du multilatéralisme dans un contexte de rivalités croissantes entre les États-Unis et la Chine. Enfin, le chapitre 6 abordera les grands débats qui sont associés à la mondialisation autour des thèmes de l'emploi, des inégalités, du développement et de la multiplication des tensions (guerre commerciale, évitement fiscal des multinationales, crises migratoires, défis environnementaux...) avec une interrogation sur la place de l'Europe qui n'arrive pas à se doter d'une gouvernance à la hauteur des défis à surmonter.

1

SUR LA PISTE DES MONDIALISATIONS

SOMMAIRE

1.1 Depuis quand ? Combien de mondialisations ?	12
1.2 L'ampleur des deux dernières vagues de mondialisation	18
1.3 Deux mondialisations différentes	43
1.4 Où va la mondialisation ?	51

Ce chapitre montre que la mondialisation est loin d'être un phénomène nouveau. À cette fin, les données statistiques liées aux flux commerciaux, financiers et migratoires sont mobilisées. Il apparaît alors que la nouveauté dans l'évolution des économies de marché est plutôt le recul de l'intégration au cours de l'entre-deux-guerres et dans les années 1950.

« It is a late-twentieth-century conceit that we invented the global economy just yesterday. In fact, world markets achieved an impressive degree of integration during the second half of the nineteenth century. Indeed, if one wants a specific date for the beginning of a truly global economy, one might well choose 1869, the year in which both the Suez Canal and the Union Pacific railroad were completed. By the eve of the First World War steamships and railroads had created markets for standardized commodities, like wheat and wool, that were fully global in their reach. Even the global flow of information was better than modern observers, focused on electronic technology, tend to realize: the first submarine telegraph cable was laid under the Atlantic in 1858, and by 1900 all of the world's major economic regions could effectively communicate instantaneously. How has world trade evolved since that impressive beginning, and what aspects of the current growth in world trade are truly new¹ ? »

1.1 DEPUIS QUAND ? COMBIEN DE MONDIALISATIONS ?

1.1.1 Depuis quand ?

Il faut commencer par préciser qu'il ne suffit pas qu'il y ait ouverture des marchés sur une échelle intercontinentale pour que l'on puisse parler de mondialisation. Sous l'Antiquité, puis à l'époque des foires médiévales, les échanges commerciaux se réalisaient assez librement, les métaux précieux jouaient le rôle de monnaie internationale, et progressivement le latin s'est imposé comme la langue savante qui permettait la circulation de la pensée². Pourquoi penser, par exemple, qu'au XIII^e siècle, on aurait un début de mondialisation ? C'est la période de l'Empire mongol de Gengis Khan. Celui-ci assura la stabilité politique dans le continent eurasiatique au XIII^e siècle, ce qui facilita les échanges entre l'Est et l'Ouest. La route de la soie était longue, les transports terrestres étaient peu efficaces. Il est donc probable que les échanges marchands entre la Chine et l'Europe restèrent limités, cependant l'ouverture de routes intercontinentales, comme celles de la soie, ont joué un rôle qui dépasse ce que l'on peut évaluer à partir des flux de marchandises : les inventions chinoises, comme la boussole ou la poudre à canon, mais aussi la peste noire (la population de l'Europe et du Moyen-Orient baisse d'un tiers entre 1348 et 1351) sont venues de Chine. Toutefois, dès que la sécurité liée à la force militaire d'un empire n'est plus assurée, ce type d'ouverture périclité.

1. Krugman P., Cooper R. et Srinivasan T.N. (1995), « Growing world trade : causes and consequences », *Brookings Papers on Economic Activity*, n° 1, p. 330.

2. Rourke K. et Williamson J. (2000), « When did globalization begin? », *European Review of Economic History*, vol. 6, n° 1, pp. 23-50.

On peut penser que la demande de biens de luxe provenant de l'Orient ne pouvant plus être satisfaite en raison de la fermeture de la route de la soie, cela encouragea la recherche de nouvelles routes maritimes. Avec les premières grandes découvertes, c'est « *l'économie monde* » analysée par Fernand Braudel qui s'affirme. Les signes d'internationalisation se multiplient, mais peut-on dire qu'il y a mondialisation ? L'essor du commerce maritime s'accompagne d'une baisse des coûts de transport, ce ne sont plus seulement les biens précieux qui sont échangés, mais aussi des produits exotiques, comme le sucre ou les cotonnades indiennes (qui circuleront d'autant plus facilement qu'ils ne concurrencent pas directement les producteurs locaux). La monétisation des échanges fut facilitée par l'afflux d'or et d'argent. Le trafic d'esclaves au XVIII^e siècle renforça encore la dynamique des échanges (commerce triangulaire). Ainsi, la période qui va du XVI^e au XVIII^e siècle, souvent symbolisée par ce que l'on appelle le mercantilisme³, est celle d'un début de spécialisation internationale avec accélération du progrès technique (le remplacement progressif du bois par le charbon va permettre un accroissement très important de l'offre d'énergie) et accumulation d'excédents qui faciliteront le financement de la révolution industrielle anglaise.

Les coûts de transport ont baissé du XVI^e au XVIII^e siècle, mais on ne peut pas dire que les progrès techniques dans ce domaine furent radicaux, les changements majeurs vont se produire au XIX^e siècle. Il faut ajouter que les situations de monopole des compagnies qui contrôlaient le commerce international et le niveau élevé des droits de douane empêchaient la baisse substantielle de l'écart entre les prix à l'exportation et les prix sur les marchés des pays importateurs. Des années 1790 à 1815, le commerce international diminua avec les obstacles liés aux guerres napoléoniennes. Cette situation freina temporairement l'intégration internationale des marchés, mais contribua en revanche à stimuler une industrialisation par substitution pour remplacer les échanges internationaux. Le commerce du coton aux États-Unis s'organisa entre le Sud (productions agricoles) et le Nord (naissance d'une industrie cotonnière contrôlée par les lobbies protectionnistes).

À partir des années 1820, s'engage réellement la première mondialisation grâce à la conjonction de plusieurs facteurs favorables : le retour de la paix entre les grandes nations, les progrès techniques majeurs dans les transports (bateaux à vapeur, chemins de fer, construction de grands canaux), le désarmement tarifaire symbolisé par l'abolition des *Corn Laws* en 1846 et le traité de libre-échange « Cobden-Chevalier » de 1860 entre la France et l'Angleterre (abolition des contingentements par la France, introduction de la clause de la nation la plus favorisée, baisse des droits de douane).

3. Le développement du nationalisme, déjà perceptible au cours du XVI^e siècle, s'accompagna de la mise en œuvre d'une forme de politique économique, le mercantilisme, qui visait à favoriser l'autosuffisance nationale, et qui fut en vigueur, selon des degrés variables, dans tous les pays d'Europe occidentale entre les XVI^e et XVIII^e siècles. Il n'y a pas une théorie mercantiliste, mais un ensemble d'auteurs qui, sur une période de trois siècles, vont articuler État, commerce, manufacture et métaux précieux pour expliquer l'enrichissement des nations. À noter que ce nationalisme mercantiliste a favorisé l'essor du grand commerce international.

1.1.2 Combien ?

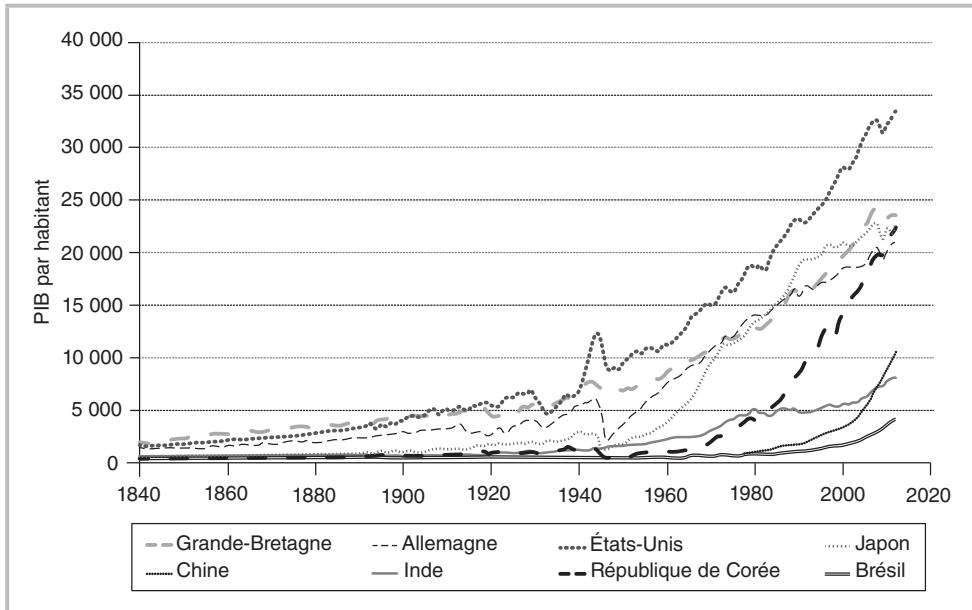
Philippe Norel, dans *L'invention du marché*, distingue une première globalisation, du xvii^e siècle au xix^e siècle, d'une seconde globalisation, au xx^e siècle. Régis Bénichi, dans son livre *Histoire de la mondialisation*, distingue aussi la mondialisation du xix^e siècle d'une mondialisation contemporaine après 1945. Quant à Daniel Cohen, dans *La mondialisation et ses ennemis*, il évoque trois mondialisations : la première se déroule à l'ère des conquistadores, la seconde, au xix^e siècle, la troisième, aujourd'hui ; et il montre que, par son ampleur, la seconde est d'une intensité largement équivalente à la troisième quand on compare la révolution des communications, les flux migratoires (au début du xx^e siècle, 60 millions d'Européens avaient quitté l'Ancien Continent) et les mouvements de capitaux (à la veille de la Première Guerre mondiale, la moitié environ de l'épargne anglaise se trouve investie outre-mer. À la même époque, la France exporte un quart de son épargne).

L'OMC (2014a) identifie trois vagues de mondialisation, la première est celle du xix^e siècle jusqu'à la crise de 1929, qui est dominée d'abord par la Grande-Bretagne puis par les États-Unis. C'est la période où s'engage la grande divergence analysée par Lant Pritchett⁴, qui est illustrée par les niveaux et la croissance des PIB par habitant (graphique 1.1). L'OMC précise : « Cette période est parfois qualifiée de “premier âge de la mondialisation”, mais en réalité, seuls quelques pays européens et leurs anciennes colonies ont alors connu un développement dynamique, tandis que la grande majorité de la population mondiale, notamment en Asie, en Amérique latine et en Afrique, ne progressait que lentement, voire pas du tout. Cette divergence croissante des niveaux de vie et de richesse entre le “centre” de l'économie mondiale qui s'industrialisait rapidement et la “périphérie” préindustrielle a été un trait marquant du paysage économique mondial pendant une grande partie des deux siècles suivants. » (OMC, 2014a, pp. 45-46)

La deuxième vague, qui commence après la Seconde Guerre mondiale prolonge cette tendance à la divergence entre pays industrialisés et pays pauvres avec une exception : le rattrapage rapide du Japon, qui sera suivi par la République de Corée puis par les autres « tigres d'Asie » (Taiwan, Hong Kong et Singapour).

La dernière vague s'amorce dans les années 1980, et c'est le moment où la mondialisation bascule dans ce que l'OMC appelle la « grande convergence » avec l'essor en particulier de la Chine et de l'Inde. C'est l'ère des multinationales qui gèrent les chaînes de valeur mondiales. La CNUCED évalue leur nombre à 7000 en 1969, 24 000 en 1990 et plus de 110 000 aujourd'hui. Toutefois l'entrée dans ce processus de convergence est très inégale selon les régions du monde.

4. Pritchett L. (1997), « Divergence, big time », *The Journal of Economic Perspectives*, vol. 11, n° 3, pp. 3-17

**GRAPHIQUE 1.1**

PIB par habitant, 1840-2012 (dollars internationaux Geary-Khamis de 1990)

Source : OMC (2014a), p. 45.

Thomas Friedman, dans un livre très médiatisé, distingue aussi trois étapes dans la mondialisation : la première, de 1492 à 1800, correspond à la première mondialisation, celle organisée par les États qui ouvrent le commerce avec le nouveau monde ; la deuxième est beaucoup plus étendue, car elle s'étend de 1800 à 2000 et se caractérise par le rôle croissant des multinationales qui structurent l'économie mondiale ; dans la troisième étape, « ce ne sont plus ni les pays, ni les entreprises qui guident le processus, mais les individus » (Friedman T., 2006, p. 16). Cette troisième étape s'imposerait au début du *xxi*^e siècle avec l'essor du réseau internet qui permet aux individus de collaborer à l'échelle mondiale. Edward E. Leamer⁵ s'est intéressé à cette analyse du journaliste du *New York Times* pour démontrer que la métaphore d'un monde plat possède un fort pouvoir de suggestion, mais est inadaptée pour rendre compte des transformations que nous observons.

Cette image d'un monde plat fait écho à la question de la prise en compte des frontières par l'analyse économique. Comme le précise Jérôme Sgard, « dans sa représentation économique habituelle, le marché est d'abord un principe de coordination ou d'intégration. Il lui est donc difficile de rendre compte de sa propre limite externe. C'est

5. Leamer E. (2007), « A flat world, a level playing field, a small world after all, or none of the above? A review of Thomas L. Friedman's *The world is flat* », *Journal of Economic Literature*, vol. XLV, mars, pp. 83-126.

pourquoi il est toujours plus facile pour les économistes de rendre compte des effets de différentiation graduelle dans une cartographie continue à l'intérieur de laquelle les agents peuvent ajuster à la marge plutôt que de formaliser les frontières abruptes ou les non-linéarités. Celles-ci auront donc tendance à être renvoyées à de l'ad hoc : le plus souvent, l'État, la politique, la souveraineté – autant de notions avec lesquelles le discours économique entretient un rapport à la fois nécessaire et oblique⁶ ». Les théories du commerce international, pendant longtemps, ont identifié les frontières avec les tarifs douaniers. Avec la globalisation, c'est l'intégration des territoires qui est en jeu. Les négociations ne se limitent plus aux droits de douane quand les marchandises franchissent les frontières, elles portent sur les barrières non tarifaires qui relèvent des normes techniques, économiques et sociales, du droit de la concurrence, de la propriété intellectuelle. C'est l'ensemble des régulations internes qui fait l'objet des négociations, avec une extension des sphères de la concurrence : au-delà des marchés, on s'intéresse à l'attractivité des territoires et donc aux institutions qui sont le produit de l'histoire de ces territoires.

Les travaux des économistes, depuis une trentaine d'années, illustrent cette prise de conscience d'une économie mondiale qui développe de nouvelles formes d'intégration. Par exemple, Richard Baldwin (2006) identifie une nouvelle phase de la mondialisation qui est apparue progressivement depuis les années 1990 avec l'émergence de la fragmentation des processus productifs au sein des entreprises. Il en déduit que le paradigme traditionnel du commerce international focalisé sur les types de concurrence à l'œuvre sur les marchés est dépassé par un nouveau paradigme centré sur la concurrence entre les activités au sein de l'entreprise. L'entreprise construit une stratégie qui a pour objectif l'optimisation des étapes de la chaîne de valeur dans l'espace. Richard Baldwin (2012b) insiste aussi sur une différence fondamentale entre la mondialisation de la révolution industrielle et la mondialisation actuelle. D'un côté, il y a eu un « premier dégroupage » au XIX^e siècle avec la baisse des coûts de transport qui a permis la séparation géographique des usines et des consommateurs, ce fut une composante essentielle de la révolution industrielle qui reposait sur des investissements importants dans des unités de production qui étaient reliées aux différents marchés par de nouvelles infrastructures de transports (canaux, chemins de fer, routes). Ce processus a conduit au développement de circuits de plus en plus longs, d'abord au niveau national, puis continental et enfin mondial (avec le transport maritime et aérien). Dans cette logique de « premier dégroupage », les économies du Sud qui étaient généralement intégrées dans des empires se sont positionnées dans un commerce Sud-Nord. Avec le processus de la décolonisation, les nouveaux États des pays « en développement » se sont lancés dans des stratégies de modernisation fondées sur l'essor d'industries où l'objectif était de maîtriser les différentes étapes d'une filière.

6. Sgard J. (2011), « *Qu'est-ce qu'une frontière économique dans une économie globalisée ?* », CERISCOPE Frontières.

D'un autre côté, il y a un « deuxième dégroupage » qui marque une nouvelle étape dans l'organisation de la production et des échanges. C'est le moment où l'on peut réaliser les différentes opérations de fabrication d'un bien dans des lieux éclatés (phase qui commence dans les années 1980). On entre alors dans ce que l'on a appelé le commerce de tâches qui peut être une opportunité pour les pays émergents, car ils peuvent se spécialiser sur des activités précises qui ne nécessitent pas les investissements lourds pour une maîtrise complète de filière. Mais en même temps, ce choix augmente la vulnérabilité des économies, car d'autres pays peuvent aussi assez facilement venir les concurrencer.

Gene Grossman et Esteban Rossi-Hansberg⁷ ont proposé une analyse de ce nouveau commerce qui n'est plus centré sur l'échange de biens, mais sur le commerce d'activités (*trading tasks*). Pour ces auteurs, le commerce d'activité génère d'importantes réductions de coûts de production et des gains de productivité liés à l'externalisation des tâches, qui engendrent des avantages pour l'ensemble des facteurs de production domestique contrairement à la spécialisation dans le commerce de produits qui débouchait dans le modèle néoclassique traditionnel sur des effets de répartition source de tensions. Encore plus radicale est l'analyse d'Alan Blinder⁸ qui voit dans la période actuelle l'émergence d'une troisième révolution industrielle⁹ marquée par les délocalisations (*offshoring*) qui vont de plus en plus toucher les services. Comme la première révolution industrielle qui s'est accompagnée d'une diminution de la part de l'agriculture dans les activités économiques et comme la seconde révolution industrielle qui a été marquée par un grand redéploiement vers de nouveaux secteurs (chimie, électricité...), cette troisième révolution industrielle va s'accompagner d'une profonde modification de la structure des emplois dans les pays riches qui représente un défi pour les sociétés dans les prochaines décennies. Daniel Cohen évoque une « *mondialisation immatérielle* » en précisant : « si la mondialisation ne diffuse pas spontanément la prospérité matérielle à l'ensemble des pays pauvres, elle en diffuse pourtant bel et bien les images. Il existe en effet une différence fondamentale entre la mondialisation présente et celles qui ont précédé : chacun peut devenir spectateur d'un monde auquel, bien souvent, il ne peut participer comme acteur » (Cohen D., 2007, p. 133). En fait ce qui est pointé par Daniel Cohen, c'est le décalage entre une mondialisation virtuelle et des mutations réelles qui laissent les pays pauvres en marge des grandes transformations économiques mondiales. Toutefois cette mondialisation virtuelle a un impact sur les comportements des populations des pays qui sont marginalisés économiquement, comme le montre le phénomène général de la transition démographique actuelle, y compris là où les populations ne bénéficient pas de réels changements dans leurs conditions matérielles d'existence.

7. Grossman G. et Rossi-Hansberg E. (2008), « Trading tasks: a simple theory of offshoring », *American Economic Review*, vol. 98, n°5, pp. 1978-1997.

8. Blinder A. (2006), « Offshoring: the next industrial revolution? », *Foreign Affairs*, vol. 85, n° 2, mars-avril.

9. Cette notion de troisième révolution industrielle a été très utilisée, c'est par exemple le titre d'un livre de Jeremy Rifkin, publié en 2012, où l'auteur développe une thèse sur le passage de la mondialisation à la continentalisation.

Le risque dans l'analyse que nous venons d'évoquer est d'identifier deux phénomènes qui sont profondément différents : la mondialisation virtuelle qui est le produit d'une communication à l'échelle de la planète et la mondialisation immatérielle qui elle est bien réelle, car à l'origine d'une nouvelle dynamique de croissance des économies. Avant de se lancer dans une analyse plus précise de cette nouvelle étape de la mondialisation actuelle, il est nécessaire de comparer les grandes périodes de mondialisation depuis le XIX^e siècle. Plutôt que « des » mondialisations, il est souhaitable de parler de vagues de mondialisation, c'est-à-dire des périodes marquées par une accélération des flux internationaux de marchandises, de capitaux et par des mouvements migratoires importants. Ces vagues de mondialisation se produisent dans des contextes particuliers où surviennent des changements techniques et institutionnels qui entraînent une accélération de la croissance économique globale avec des zones particulièrement dynamiques, des mutations sectorielles importantes, des modifications à la fois dans l'organisation de la production et dans les modes de consommation.

1.2 L'AMPLEUR DES DEUX DERNIÈRES VAGUES DE MONDIALISATION

Par leurs intensités, deux vagues de mondialisation sont comparables, celle qui précède la Première Guerre mondiale et celle qui se dessine à partir de la fin des années 1970. Toutefois, la comparaison est biaisée par le choix des indicateurs généralement retenus, c'est-à-dire des évaluations de flux internationaux de marchandises, des flux migratoires et des flux de capitaux. En effet, ces flux concernent des échanges sur des marchés qui vont connaître des processus partiels d'intégration, comme nous allons le voir dans un premier temps. La réorganisation des structures de production qui accompagne ces mondialisations avec les changements de division internationale du travail qui en résultent est de nature différente, ce sera l'objet de notre analyse dans un deuxième temps.

1.2.1 *L'intégration des marchés de biens*

Comme on peut le voir dans le tableau 1.1 c'est au XIX^e siècle que la croissance des échanges de marchandises entre les continents connaît une accélération sans précédent. Le volume du commerce mondial, en augmentant à un rythme de 3,5 % par an, va être multiplié par plus de 25 sur un siècle. Plus précisément, on assiste à une accélération décisive des échanges internationaux à partir des années 1850. Si on prend l'exemple de la Grande-Bretagne ou de la France, on constate que ces économies, vers 1840, ont encore un commerce extérieur qui a une importance relative par rapport au produit national qui est comparable à celle des années 1760.

TABEAU 1.1

La croissance du commerce intercontinental (en %)

Période	Taux de croissance annuel moyen des échanges*
1500-1599	1,26
1600-1699	0,66
1700-1799	1,26
1800-1899	3,53
1900-1992	2,44

* Diverses sources, diverses variables, diverses unités en valeur et en volume

Source : Rourke K. et Williamson J. (2001), « After Columbus: explaining the global trade boom 1500-1800 », Working Paper Series, n° 8186.

La croissance mondiale des exportations de marchandises sur la période 1870-1913 est à un rythme annuel de 3,4 %, alors que le PIB pour le monde sur la même période augmente à un rythme annuel de 2,11 % (Maddison A., 2001, p. 134). Sur l'ensemble du XIX^e siècle, on peut dire que le commerce international augmente deux fois plus vite que la production.

Cette dynamique d'intégration commerciale passe par un sommet à la veille de la Première Guerre mondiale (tableau 1.2) avec des niveaux comparables à ceux que l'on retrouvera dans les années 1970, et encore, pas pour toutes les régions du monde (voir les situations de l'Afrique et de l'Amérique latine).

TABEAU 1.2

Exportations de marchandises en % du PIB au prix de 1990, principales régions 1870-1998

	1870	1913	1950	1973	1998
Europe de l'Ouest	8,8	14,1	8,7	18,7	35,8
Pays d'immigration européenne	3,3	4,7	3,8	6,3	12,7
Europe de l'Est & ex-URSS	1,6	2,5	2,1	6,2	13,2
Amérique latine	9,7	9,0	6,0	4,7	9,7
Asie	1,7	3,4	4,2	9,6	12,6
Afrique	5,8	20,0	15,1	18,4	14,8
Monde	4,6	7,9	5,5	10,5	17,2

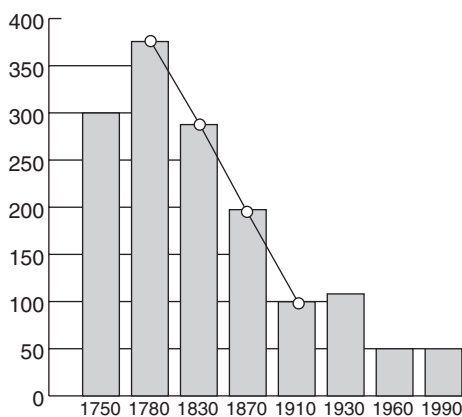
Source : Maddison A. (2001), p. 135.

Il faut toutefois mentionner un biais quand on présente les évolutions historiques sur longue période du ratio exportations sur PIB. Ce biais tient à la composition du PIB quand on

distingue les biens (produits manufacturés, matières premières...) et les services échangeables et les produits et services non échangeables à l'échelle internationale (cela concerne une partie importante des services), ces derniers occupant une part croissante de la production nationale, en particulier pour les économies des pays qui ont été les principaux acteurs de la vague de mondialisation du XIX^e siècle. Par exemple, on peut estimer actuellement, pour la France, que le ratio commerce international sur production échangeable est trois fois plus élevé que le ratio commerce international sur PIB. Donc, ramenée à la production échangeable, l'ouverture commerciale de l'économie mondiale est aujourd'hui nettement supérieure à celle qui était atteinte à la veille de la Première Guerre mondiale.

Un premier facteur va jouer un rôle déterminant dans la croissance du commerce international qui caractérise le XIX^e siècle et le début du XX^e siècle, c'est la baisse des coûts de transport. On remarque, sur le graphique 1.2, que cette baisse pour le transport maritime est bien plus importante au XIX^e siècle que sur tout le XX^e siècle. Rappelons que le premier navire à vapeur est mis en service au Royaume-Uni en 1812, et à partir des années 1860 presque tous les navires qui font des traversées intercontinentales utilisent le charbon. Sur la même période, on assiste à l'essor des navires en fer avec des moteurs de plus en plus puissants qui sont de plus en plus rapides et de plus en plus grands. Dans les années 1880, les premières lignes transatlantiques régulières sont créées, qui permettent de relier Liverpool à New York en dix jours. Les coûts des transports furent encore considérablement diminués avec la mise en service du canal de Suez inauguré le 17 novembre 1869, qui réduisit de 41 % la distance entre Londres et Bombay.

Le XIX^e siècle est marqué par une forte chute du coût du transport maritime (1910 = 100)



GRAPHIQUE 1.2

Coût du transport maritime

Source : Rourke K., « 200 ans de mondialisation », *Courrier de la Planète*, n° 69, 2002.

Si on combine la réduction des coûts de transport avec la baisse relative des barrières tarifaires à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle (tableau 1.3), on comprend l'affirmation de Kevin Rourke : « *Contrary to popular belief, the most impressive episode of international economic integration which the world has seen to date was not the second half of the 20th century, but the years between 1870 and the Great War. The 19th century, and in particular the late 19th century, was the period that saw the largest decline ever in inter-continental barriers to trade and factor mobility*¹⁰. »

TABEAU 1.3

Droits de douane sur les produits manufacturés (1820-1990, moyenne pondérée en % de la valeur)

	1820	1875	1913	1925	1931	1950	1980	1990
Allemagne	(8-12)	(4-6)	13	20	21	26	8,3	5,9
Autriche		(15-20)	18	16	24	18	14,6	12,7
Belgique	(6-8)	(9-10)	9	15	14	11	8,3	5,9
Danemark	(25-35)	(15-20)	14	10		3	8,3	5,9
Espagne		(15-20)	41	41	63		8,3	5,9
France		(12-15)	20	21	30	18	8,3	5,9
Italie		(8-10)	18	22	46	25	8,3	5,9
Pays-Bas	(6-8)	(3-5)	4	6		11	8,3	5,9
Royaume-Uni	(45-55)	0	0	5		23	8,3	5,9
Russie		(15-20)	84					
Suède		(3-5)	20	16	21	9	6,2	4,4
Suisse	(8-12)	(4-6)	9	14	19		3,3	2,6
États-Unis	(35-40)	(40-50)	44	37	48	14	7	4,8
Japon		5	30				9,9	5,3

Source : Bairoch P. (1997), tome II, p. 294.

La baisse des coûts de transport couplée à la diminution des tarifs douaniers va permettre une convergence des prix sur les marchés, comme on peut le voir sur le graphique 1.3 avec les exemples des clous de girofle, du poivre et du café, c'est-à-dire des produits qui sont échangés depuis plusieurs siècles. Pour ces produits, l'écart de prix entre la zone de production et celle de commercialisation baisse rapidement à partir des années 1820. C'est le signe de la constitution d'un marché mondial pour ces produits qui vont être de plus en plus échangés.

10. Rourke K. (2002), « Europe and the causes of globalization, 1790 to 2000 », *CEG Working Papers*, n° 20021, Trinity College Dublin, Department of Economics.

Entre fragilité des économies et tensions internationales, une mondialisation maîtrisée est nécessaire !

La mondialisation cristallise les oppositions entre les partisans inconditionnels du libre marché et une partie de la société civile qui redoute ses effets dévastateurs. **Mais dans quelle mesure ses implications positives ou négatives sont-elles fondées sur des faits objectifs ?**

Cet ouvrage répond d'une manière exhaustive à la question.

- Il présente les **développements théoriques les plus récents** sur ce processus majeur.
- Il mobilise de **multiples données statistiques**.
- Il rend compte des **principaux débats** engendrés tant par la mondialisation que par la démondialisation.

Ces éclairages sont destinés à tous ceux qu'intéressent les transformations de l'économie mondiale, en particulier les étudiants en économie ou en sciences politiques et les candidats aux concours des grandes écoles ou aux concours administratifs.

Jean-Pierre Allegret est professeur à Université Côte d'Azur où il dirige l'UMR GREDEG.

Pascal Le Merrer est directeur des Journées de l'économie (Jéco), fondateur des sites touteconomie.org et ses.ens-lyon.fr.

Deniz Ünal est économiste, rédactrice en chef de la collection *Panorama* et coordinatrice de la visualdata Profils du CEPII.

Vous trouverez sur le site <http://www.touteconomie.org/mondialisation> :

- Des dossiers pour approfondir le contenu de l'ouvrage
- Des liens vers des ressources Internet
- Des billets traitant de l'actualité économique

ISBN 978-2-8073-2843-3
ISSN 2030-2061



deboeck
SUPÉRIEUR **B**

www.deboecksuperieur.com

L

Dans le cadre du Système Européen de Transfert de Crédits (E.C.T.S.), ce manuel couvre le niveau Licence (Baccalauréat/Bachelor).

M

D